

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5390 - Mercredi 2 juin 2021 - Prix : 10 DA

Coronavirus

Virus : le seuil des 300 cas à nouveau franchi

Page 2

5^e année primaire

Jour J pour les plus jeunes candidats aux examens

Page 3

Conférence de presse
du sélectionneur national
Djamel Belmadi



«Je ne suis pas là pour offrir des cadeaux...»

Page 16

Hydrocarbures

Sonatrach
signe
un avenant
au contrat
de gaz
naturel
avec Eni

Page 3

À quelques heures du sommet de l'Opep+

Le pétrole dépasse la barre des 70 dollars



Ph/D. R.

L'optimisme s'est emparé du marché du brut hier, à quelques heures du sommet de l'Opep+, le cours du brut de référence outre-Atlantique retrouvant un niveau de prix qui n'a pas été enregistré depuis plus de deux ans et demi. Page 2

Reprise des vols internationaux

Air Algérie : le «pack confinement» réduit à 33 000 DA

Perturbation du trafic ferroviaire suite à un mouvement de protestation
Halte aux agressions contre les trains et les cheminots...

Page 2

Page 16

À quelques heures du sommet de l'Opep+

Le pétrole dépasse la barre des 70 dollars

■ L'optimisme s'est emparé du marché du brut hier, à quelques heures du sommet de l'Opep+, le cours du brut de référence outre-Atlantique retrouvant un niveau de prix qui n'a pas été enregistré depuis plus de deux ans et demi.

Par Meriem Benchaouia

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 70,76 dollars à Londres, en hausse de 2,08 % par rapport à la clôture de la veille. A New York, le baril de WTI

Législatives

Les candidats s'engagent pour le changement et le développement

LES CHEFS de partis et les candidats indépendants poursuivent leur campagne électorale à travers le pays. Le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a indiqué à Médéa que le changement souhaité par le peuple et prôné par la classe politique doit être «profond et radical, et non un changement de façade et circonstanciel». Abdelkader Bengrina, président du Mouvement El-Bina, a affirmé hier, dans un meeting à Timimoun, que «cette wilaya renferme de nombreuses potentialités susceptibles d'en faire un important maillon de la chaîne économique nationale». A Naâma, le programme électoral de la liste indépendante «Wai Echabab» se base sur l'utilisation optimale et rationnelle des ressources dont dispose la wilaya, lui permettant de développer des pôles d'excellence dans les domaines de l'agriculture pastorale, du tourisme et de l'exploitation des mines, indique un de ses candidats. De son côté, un candidat de la liste «Chabab El Ghad» a évoqué son programme électoral qui fixe, parmi ses priorités, la nécessité d'initier des investissements performants pour une exploitation optimale des atouts de la wilaya, de sa position géographique stratégique, ses richesses animales, végétales et touristiques, ses terres fertiles, ses eaux et ses minerais. A Tlemcen, la liste indépendante «El Fellah», par la voix d'un de ses candidats, a souligné que «ce groupe s'attelle à proposer une série de mesures pour développer l'agriculture et lui permettre de contribuer sensiblement dans le développement économique».

Aomar F.

pour le mois de juillet s'appréciait de 2,74 % à 68,14 dollars. Le Brent et le WTI ont atteint un peu plus tôt dans la séance 71,00 dollars et 68,42 dollars, des prix respectivement plus vus depuis le 8 mars de cette année et le 23 octobre 2018. Les investisseurs ont les yeux tournés vers le sommet ministériel réunissant les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), emmenés par l'Arabie saoudite, et leurs alliés, dont la Russie, partenaires via l'accord Opep+. Cette réunion sera précédée du mensuel Comité de suivi de l'accord en vigueur de réduction de la production du groupe (JMMC). Le marché s'attend à une hausse «progressive et prudente» de la production d'or noir de l'Organisation, qui laisse volontairement sous terre des millions de barils chaque jour depuis le début de la pandémie de Covid-19 pour adapter son offre à une demande moribonde. Mais les perspectives de cette dernière sont tout autres désormais. La reprise est même là, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (Ocde) qui a relevé lundi ses prévisions de croissance mondiale pour 2021 et 2022. Après une récession historique en 2020, qui a vu l'économie mondiale se contracter de 3,5 %, l'Ocde pronostique une hausse du PIB de 5,8 % en 2021, «le taux le plus élevé depuis 1973», a précisé l'économiste en chef de l'institution, Laurence Boone, lors d'une conférence de presse.

«Les marchés absorberont les augmentations de production de l'Opep+»

Le ministre koweïtien du pétrole, Mohammed Al-Faris, a



Ph/D. R.

déclaré, hier, que les marchés mondiaux du brut seront en mesure d'absorber les augmentations graduelles de la production entamée, depuis mai dernier, par les pays de l'alliance Opep+. Al-Faris, qui est également ministre de l'Enseignement supérieur, a ajouté, dans un communiqué publié par son bureau, que les indicateurs anticipent le retour à la normale au niveau mondial, avec l'accélération des programmes de vaccination contre le coronavirus, dans l'attente d'une augmentation de la demande sur le pétrole au second semestre 2021. Al-Faris est à la tête de la délégation koweïtienne participant à la 30^e réunion du Comité ministériel conjoint pour le contrôle de la production et à la 17^e réunion ministérielle de l'alliance Opep+, qui doit se tenir plus tard dans la journée via vidéoconférence. L'augmentation progressive de la production devrait inverser la tendance à la baisse, entamée au début du

mois dernier, pour atteindre l'objectif d'une réduction de zéro à l'horizon avril 2022 au plus tard, date d'expiration de l'accord actuel de réduction de production, qui a débuté en mai 2020. Al-Faris a expliqué que les contributions positives et efficaces des pays participant à l'accord de réduction de la production pétrolière, ont largement contribué à soutenir le rééquilibrage du marché mondial du pétrole, en fonction des conditions résultant des répercussions de la pandémie de coronavirus. Et d'ajouter : «Les ajus-

tements de production des pays producteurs qui ont commencé en mai dernier indiquent le consensus entre les pays participants», notant que «l'engagement supplémentaire de l'Arabie saoudite en février, mars et avril 2021, a été très bénéfique pour stabiliser les marchés». Le ministre koweïtien a souligné que «le Koweït est pleinement attaché à toutes les décisions de l'Opep pour rétablir l'équilibre du marché pétrolier, ajuster la balance de l'offre et de la demande et empêcher les fluctuations des cours».

M. B.

Coronavirus

Virus : le seuil des 300 cas à nouveau franchi

L'ALGÉRIE a enregistré 8 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de plus qu'hier (7), portant à 3 480 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle hausse, avec 305 cas, soit 17 cas de plus par rapport au bilan d'hier (288), pour atteindre, au total, 129 318 cas confirmés.

R. N.

Perturbation du trafic ferroviaire suite à un mouvement de protestation Halte aux agressions contre les trains et les cheminots...

Les usagers du train ont été surpris, hier, par un débrayage des travailleurs de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) pour protester contre les actes de vandalisme et les agressions dont ils font l'objet quotidiennement.

En effet, un contrôleur a été agressé au niveau de la gare de Mouzaïa (Blida) par un voyageur en situation de fraude. La victime a été gravement blessée et évacuée à l'hôpital. Le trafic ferroviaire dans la banlieue d'Alger a donc connu une perturbation, en raison de ce mouvement de protestation déclenché par les travailleurs de la SNTF. Par cette action ayant paralysé le trafic dans la banlieue algéroise, les cheminots entendent protester contre l'insécurité dans les gares. Les travailleurs et les étudiants sont les usagers les plus touchés par cette action de pro-

testation qui a mis à l'arrêt tous les trains et les a contraints à se rabattre sur les gares routières comme seule alternative, avant la reprise graduelle du service. Ce mouvement intervenait en réaction aux agressions récurrentes et quotidiennes contre les travailleurs de la société, notamment les conducteurs, contrôleurs et techniciens et même les voyageurs et ce, pour attirer l'attention des autorités quant à ces actes de violence. La SNTF dénonce un «comportement déplorable a conduit le personnel des trains à déclencher un mouvement de protestation, en solidarité avec leur collègue victime de cet acte inadmissible, qui a été sévèrement blessé et évacué à l'hôpital», a précisé la société dans un communiqué rendu public. Par conséquent, tous les trains de la banlieue d'Alger vont subir des retards et des perturbations durant cette journée, a précisé encore la même source. Pour face au phénomène, la SNTF a décidé durant l'année en cours de mettre sur pied des brigades canines qui contrôlent la voie ferroviaire tout en coordonnant ses efforts avec les services de sécurité pour réduire les actes malveillants.

Avouant tout de même que ceci demeure insuffisant face à la recrudescence du phénomène de jet de pierres, le premier responsable de la Société natio-

nale des transports ferroviaires avait souligné également, qu'outre les campagnes de sensibilisation et les portes ouvertes organisées au profit des citoyens pour lutter contre ce phénomène, il faut ressusciter la police des chemins de fer en vue de contrer ces actes malveillants. Le phénomène de jets de pierres provoquent non seulement des pertes matérielles considérables endommageant des trains acquis à coup de fortes sommes en devises, mais atteignent parfois les voyageurs ainsi que les travailleurs de la SNTF, leur causant des blessures. Les installations ferroviaires ont enregistré en 2020 plus de 233 actes de malveillance, selon la SNTF, qui ont gravement impacté le trafic ferroviaire et engendré des perturbations sur les horaires.

Louisa Ait Ramdane

5^e année primaire

Jour J pour les plus jeunes candidats aux examens

■ C'est une journée cruciale pour les 853 391 élèves qui s'apprêtent à passer, aujourd'hui, dans les différentes wilayas du pays, les épreuves de l'examen de fin de cycle primaire (cinquième année), à savoir l'arabe, le français et les mathématiques.



Par Thininene Khouchi

L'examen de fin de cycle primaire, tant attendu par les petits candidats et encore plus par leurs parents, a lieu aujourd'hui. En effet, selon l'Office national des examens et concours (Onec), le nombre de candidats parmi les élèves de cinquième année primaire qui devront passer trois épreuves seulement, à savoir l'arabe, le français et les mathématiques, a atteint 853 391 candidats, dont 436 469 garçons et 416 922 filles, répartis sur 14 472 centres d'examen au niveau national. L'Onec a affirmé, selon une fiche technique des examens finaux de l'année

scolaire 2020-2021, que les copies des candidats seront compostées au niveau de 13 centres de regroupement et compostage, avant de les répartir sur 62 centres de correction, une opération qui s'étalera du 7 au 17 juin. L'année dernière, le ministère de l'Éducation nationale a approuvé un ensemble de mesures sur la base de ce qui a été décidé par le Conseil des ministres en mai 2020, concernant l'organisation du travail pour la fin de l'année scolaire et les examens nationaux pour la session 2020 en raison des conditions sanitaires imposées par la pandémie de coronavirus (Covid-19). Ces procédures pour le cycle primaire se sont résumées en la

suppression de l'examen de fin de cycle primaire et l'approbation du passage d'un niveau à un autre dans ce cycle en calculant la moyenne des premier et deuxième semestres et en réduisant le taux d'acceptation à 4,5 sur 10. Concernant les sujets des examens de fin d'année des trois cycles d'enseignement, ils «se limiteront, cette année, aux cours dispensés en présentiel», avait fait savoir le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout. «J'ai donné des instructions fermes aux inspecteurs de l'Éducation nationale, portant limitation des sujets des examens de fin d'année des trois cycles d'enseignement, notamment du primaire, aux cours dispensés aux

élèves en présentiel», avait précisé le ministre dans une déclaration à la presse. Annonçant «la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels pour mener à bien ces rendez-vous pédagogiques importants», Ouadjaout avait rassuré quant à la disponibilité des moyens sanitaires et préventifs de lutte contre la pandémie, y compris la prise en charge psychologique. De son côté, Le commandement de la Gendarmerie nationale a pris une série de mesures pour la sécurisation des établissements scolaires au niveau national, lors des épreuves de l'examen de fin de cycle primaire prévu aujourd'hui, a indiqué un communiqué des services de la GN. «Ces mesures prévoient la mise en place de formations fixes et mobiles, l'intensification des patrouilles de contrôle et l'implication des formations aériennes en vue de faciliter le trafic routier, notamment au niveau des axes menant aux centres d'examen», précise la même source. Les équipes de protection des mineurs accompagneront les candidats au niveau des accès aux centres d'examen, d'autant que ce dernier se déroulera dans une conjoncture sanitaire exceptionnelle due à la pandémie de coronavirus (Covid-19), d'où la nécessité de poursuivre l'application du protocole sanitaire décidé par les pouvoirs publics, ajoute la GN. Le commandement de la GN met à la disposition des citoyens le numéro vert 10-55 (secours) et

la page Facebook «Tariki» pour toute information ainsi que le site de pré-plaintes <http://ppgn.mdn.dz>, rappelle la même source. En outre, la Protection civile a annoncé, lundi dans un communiqué, la mise en place d'un dispositif de prévention et de sécurisation en prévision des examens scolaires de fin d'année 2020-2021. A cet effet, «la Protection civile effectue plusieurs visites au niveau de l'ensemble des établissements scolaires et centres d'examen désignés pour accueillir les épreuves», précise le communiqué. T. K.

Hydrocarbures Sonatrach signe un avenant au contrat de gaz naturel avec Eni

La compagnie nationale des hydrocarbures a annoncé, hier dans un communiqué, la signature, à Alger, d'un avenant au contrat d'achat et de vente de gaz naturel liant le groupe Sonatrach et le groupe Eni en 1977. Cet avenant au contrat de vente de gaz, qui fixe les conditions commerciales de la livraison de gaz naturel pour l'année gazière 2021-2022, a été signé en marge d'une rencontre entrant dans le cadre des rencontres périodiques relatives à l'examen des projets entre Sonatrach et Eni, a ajouté la même source. Cet avenant définit les principes de livraison par Sonatrach à Eni de volumes additionnels sur le marché italien, a ajouté le communiqué. Selon Sonatrach, cet avenant «réaffirme l'engagement des deux parties à consolider leurs relations existantes et poursuivre leur partenariat traditionnel, marquant une nouvelle fois leurs volontés à renforcer la coopération de long terme entre les deux compagnies».

S'agissant de la rencontre tenue hier au siège de Sonatrach, elle s'inscrit dans le cadre des rencontres périodiques relatives à l'examen des projets entre Sonatrach et Eni, au cours de laquelle les deux compagnies ont passé en revue l'avancement des travaux concernant les projets d'exploration et de production.

«Les deux compagnies ont également examiné, lors de cette rencontre, les initiatives en cours sur la formation, le bio-raffinage, les opportunités à l'international et les projets d'énergie renouvelable, notamment la construction et la mise en œuvre du laboratoire solaire et dont la mise en œuvre est prévue pour le quatrième trimestre 2021», a souligné le communiqué. K. L.

CGEA /Tourisme

Saida Neghza rencontre Mohamed Ali Boughazi

L'importance du tourisme sur le plan économique n'est plus à démontrer. Désormais, ce n'est plus un choix, c'est un impératif. Il constitue une ressource alternative aux hydrocarbures en tant que ressource épuisable. Mais ce secteur est actuellement en crise, et ce, en dépit de la grande diversité du territoire algérien qui permet d'établir des zones d'expansion touristique dans pratiquement toutes les régions. Le moins que l'on puisse dire est que l'Algérie fait figure de «petit Poucet» qui a l'ambition de conquérir une place parmi les géants touristiques. Conscients de cet état de fait, les pouvoirs publics en charge du secteur espèrent renverser la tendance dans les prochaines années. C'est dans ce cadre que le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mohamed Ali Boughazi, a tenu, hier, une séance de travail avec Saida Neghza, présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea). La rencontre a

porté sur la stratégie à adopter afin de développer le tourisme conformément aux instructions émises par le président de la République, Abdelmajid Tebboune. Cette réunion, à laquelle a participé un groupe de membres de la Confédération, a été l'occasion d'échanger sur de nombreuses questions liées à ce secteur ce qui a, par ailleurs, donné lieu à des propositions permettant de mettre en place un cadre de concertation pour une collaboration concrète et efficace, notamment sur l'expansion des zones touristiques capables d'accueillir des projets d'infrastructures hôtelières et les opportunités d'investissements dans ce secteur. En effet, à travers toutes ces rencontres que le ministre du Tourisme a tenues avec les différentes organisations afin de dessiner les paramètres d'un partenariat fort selon une vision claire et ciblée, il a été convenu de mettre en place quatre comités regroupant, d'une part, les cadres des ministères et, d'autre part, des cadres



de la Confédération générale des entreprises algériennes, de la Confédération algérienne des patrons citoyens, de l'Union nationale des entrepreneurs publics et de la Confédération générale des entreprises algériennes. Cette démarche a pour but de promouvoir la performance du secteur pour en faire une force motrice du développement

économique. «Avec ces quatre comités, nous poserons la première pierre pour pousser l'investissement touristique en Algérie, dans le cadre de l'incarnation de la feuille de route sectorielle approuvée pour construire une industrie touristique réelle et prometteuse», a affirmé Mohamed Ali Boughazi.

Meriem B.

Visas d'affaires Schengen

L'ambassade d'Italie à Alger annonce la reprise partielle des demandes

n L'ambassade d'Italie en Algérie a annoncé, dans un communiqué, la reprise «partielle», depuis hier mardi, du traitement des demandes de visas d'affaires Schengen pour l'Italie.

Par Hocine N.

«**E**n considération des derniers développements et des perspectives futures de moyen et long terme, l'ambassade d'Italie en Algérie annonce qu'à partir du 01/06/2021 reprendra partiellement le traitement des demandes de visa d'affaires Schengen pour l'Italie», précise le communiqué, ajoutant que «cette initiative vise notamment à soutenir, initialement, les communautés d'affaires algérienne et italienne et la reprise économique».

La même source souligne, qu'«en particulier, sur instruction de l'ambassade d'Italie à Alger, son partenaire VFS Global contactera, en voie prioritaire dans cette première phase, tous les titulaires d'un visa d'affaires Schengen de circulation (validité d'une année ou plus) qui a été délivré par l'ambassade d'Italie en Algérie et qui a expiré pendant la pandémie, pour leur proposer une prise de rendez-vous auprès de l'un de ses centres visas actuellement

ouverts (Alger, Oran, Constantine)».

L'ambassade explique, en outre, que «les intéressés seront tenus à présenter toute la documentation nécessaire pour un visa d'affaires, dont à la liste qui sera fournie par VFS Global, y compris la lettre d'invitation d'une entreprise italienne pour des voyages d'affaires en Italie».

Elle rappelle que, dans le cadre des mesures pour contenir la diffusion du Covid-19, «les différents Etats Schengen, y compris l'Italie, ont introduit des restrictions de voyage et qu'une restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'Union européenne est toujours en vigueur».

«Les restrictions pourraient être maintenues, assouplies ou réintroduites en fonction de la situation épidémiologique et sur la base des décisions des autorités nationales concernées dans les différents pays», note la même source.

L'ambassade d'Italie précise, toutefois, que «les titulaires d'un nouveau visa Schengen, ou d'un visa Schengen toujours en cours



Ph/D. R.

de validité, donc, ne sont pas automatiquement autorisés à rentrer dans le territoire italien et Schengen et doivent se conformer aux restrictions de voyage en vigueur au niveau Schengen et au niveau du pays de première entrée dans l'espace Schengen».

«Il appartient, en effet, à chaque voyageur de vérifier les restrictions de voyage en place avant le départ. Dans ces circonstances, les intéressés pour-

raient être donc obligés de reporter éventuellement leur voyage en Italie, tout en profitant, cependant, dans le moyen et long terme du renouvellement de leur visa de circulation grâce à cette initiative de l'ambassade d'Italie», ajoute le communiqué.

Concernant les mesures en vigueur en Italie et leur «constante et progressive mise à jour», l'ambassade invite à consulter son site internet (www.ambalge-ri.esteri.it) ainsi que le site web du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (www.esteri.it).

Pour toute ultérieure information concernant les demandes de visa, l'ambassade d'Italie invite à consulter cette page https://ambalgeri.esteri.it/ambasciata_algeri/it/ambasciata/news/dall_ambasciata/demandesdevisa-pour-l-italie.html.

H. N.

TiziOuzou

Forages de l'oued Sebaou pour tenter de combler le déficit en eau potable

La wilaya de Tiziouzu vient de bénéficier d'un projet d'urgence pour faire face au déficit en eau potable, eu égard à une faible pluviométrie ayant engendré un taux de remplissage des plus faibles ces dernières années, de la principale source d'alimentation en denrée rare des populations de la région, le barrage Taksebt de Oued Aissi. L'annonce de cette opération urgente visant à réhabiliter des forages de l'oued Sébaou, confiée par gré à

gré à des entreprises publiques, a été faite par le wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djammaa, avant-hier, en marge d'une visite dans les daïras de Tiziouzu et Draa Benkhedda. Il a même évoqué la possibilité de suspendre l'alimentation des populations des wilayas de Boumerdès et Alger depuis le barrage Taksebt pour faire face aux perturbations attendues en raison de son faible taux de remplissage ne dépassant pas les 23 %, insuffisant pour assurer

l'alimentation des populations de la wilaya de Tizi Ouzou. Il a également fait état de simulation pour faire face à une telle situation. Il est à noter que les populations de wilaya de Tizi Ouzou vivent déjà au rythme des perturbations dans l'alimentation en eau potable depuis plusieurs semaines. Même si le recours aux restrictions dans l'alimentation des habitants en cette denrée rare n'est pas encore annoncé par les services de l'Algérienne des eaux (ADE), cette

mesure s'avère inévitable de l'avis des spécialistes, après un hiver des plus faibles pluviométrie de ces dernières années. Certaines régions de Kabylie se préparent déjà à la situation de pénurie en prévoyant la rationalisation avec des opérations de renforcement des structures d'alimentation comme la réhabilitation des sources naturelles par des bénévoles desquelles s'approvisionnent plus de 80 % des populations de la Kabylie.

Hamid M.

Agriculture à Mostaganem

Pour le wali, la promotion du produit agricole est une priorité impérieuse

Mr Mustapha Benaoui, directeur Général de l'Office national des terres agricoles (Onta), s'est rendu à Mostaganem afin de s'enquérir de la situation de l'investissement agricole dans la wilaya. Cette visite s'inscrit à la faveur de la nouvelle dynamique insufflée au secteur de l'Agriculture par le gouvernement. Accompagné de Aïssa Boulahya, wali de Mostaganem, des autorités civiles et militaires, du directeur des services agricoles, du directeur local de l'Office, la délégation s'est rendue, au début de la visite, sur plusieurs projets d'investissement agricole dans la localité de Fornaka (daïra de Aïn Nouissy), à l'ouest de la wilaya. L'objet de cette première halte était le projet agricole «El Boustène», considéré comme modèle, puis la ferme pilote sise

dans la région. «El Boustène» a été réalisé en 2014 grâce aux facilitations et au soutien de l'Etat. Ce projet de 312 hectares est réputé être un des investissements agricoles des plus réussis dans la wilaya. C'est sur le registre d'un partenariat public-privé que cet investissement a vu le jour avec l'usage de techniques de plantations en arboriculture des plus innovantes. Aujourd'hui, les superficies affectées à ce projet connaissent l'existence de 207 000 arbres fruitiers, toutes espèces confondues. Ce projet, grâce à une intense production, contribue pleinement à la production nationale. D'autres part, on apprend que l'opérateur, dans le même site, s'est aussi penché sur l'élevage de bovins utilisant les techniques les plus modernes, ce qui fait bien évidemment sa réussite. En effet, cette ferme abrite 400



têtes de vaches laitières d'une espèce qui produit 24 litres/jour. Suite à cela la délégation a fait une halte au bassin laitier pour visiter un projet d'une autre nature. Un projet de 110 hectares de superficie ayant été entamé en 2018, suite à l'acquisition de la concession. Un projet de plantation de produits maraichers avec en avantage la plantation

de la semence de pomme de terre et les arbres fruitiers. Cet investissement assez rationnel occupe toute la superficie acquise dans une simple vision de rentabilité. On notera, par ailleurs, que ce projet entrera en production effective dès la prochaine saison. Selon ce que rapporte le communiqué, l'investisseur prévoit monter des struc-

tures frigorifiques sur le même site pour le stockage de ses produits se préparant probablement à l'exportation.

Il faut préciser que le chef de l'exécutif, toujours attentif au secteur, a prodigué à tous les investisseurs du «bassin laitier» porteurs de projets sérieux, l'assistance et l'accompagnement depuis qu'il est à la tête des affaires de la wilaya. Pour faire bouger les lignes dans ce contexte, le wali a créé une commission de suivi de l'investissement. Ladite commission a déjà récupéré 830 hectares, annulant 30 arrêtés de concession.

Cette visite du DG de l'Onta est un encouragement au secteur, car elle s'inscrit dans la stratégie gouvernementale de la promotion de l'investissement agricole et de la garantie alimentaire.

Lotfi Abdelmadjid

Zone euro

L'inflation s'accélère à 2 %, le chômage recule à 8 %

■ Le taux d'inflation de la zone euro a poursuivi sa hausse en mai pour atteindre 2 % sur un an, la limite haute de l'objectif fixé par la Banque centrale européenne (BCE), tandis que le chômage a reflué à 8 %, selon Eurostat.



Par Farid M.

La zone euro a enregistré le mois dernier son taux d'inflation le plus élevé depuis octobre 2018, quand elle avait atteint 2,3 %, a précisé, hier, l'Office européen des statistiques, dans un communiqué. Après cinq mois en terrain négatif fin 2020, l'inflation est

revenue en terrain positif depuis janvier et a continuellement progressé depuis.

La hausse a été portée en mai essentiellement par la flambée des prix de l'énergie qui a atteint 13,1 % sur un an, après 10,4 % en avril, tandis que l'activité économique s'est redressée ces dernières semaines grâce à une levée progressive des restric-

tions liées à la pandémie de Covid.

Sur un an, les prix des services ont toutefois seulement progressé de 1,1 % le mois dernier (+0,9 % en avril), ceux des biens industriels hors énergie de 0,7 % (+0,4 % en avril), et ceux de l'alimentation et tabac de 0,6 % (comme en avril).

La BCE se fixe pour objectif

une inflation «proche mais inférieure à 2 %» dans la zone euro. La récente hausse des prix a créé de l'inquiétude sur les marchés financiers où des investisseurs redoutent une remontée des taux d'intérêt.

La BCE juge toutefois que la hausse actuelle des prix est temporaire et n'entend pas pour l'instant resserrer sa politique monétaire accommodante. Elle attendra pour cela un retour durable de l'inflation dans le sillage d'une conjoncture économique robuste.

Or celle-ci reste fragile, comme en témoigne le chômage qui ne reflue que lentement en Europe, après avoir nettement progressé pendant plus d'une année de pandémie.

Le taux de chômage de la zone euro a légèrement reculé en avril, touchant 8 % de la population active, après 8,1 % en mars, mais il reste en hausse de 0,7 point sur un an, selon Eurostat.

Pour l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne, le taux de chômage s'est élevé à 7,3 % en avril (inchangé par rapport à mars, +0,6 point sur un an).

Le taux de chômage des jeunes (moins de 25 ans) est même resté stable sur un mois en avril à 17,2 %. Il atteignait 16,4 % en avril 2020.

Eurostat estime qu'en avril, 15,38 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE.

F. M.

Mexique L'économie se remet du Covid-19 «à deux vitesses»

L'ÉCONOMIE mexicaine se remet «à deux vitesses» de l'effondrement provoqué par le Covid-19, avec une progression constante des exportations et une remontée progressive de la consommation, a estimé l'Organisation de coopération et de développement économiques (Ocde). Lors d'une conférence de presse en ligne, l'économiste de l'Ocde pour le Costa Rica et le Mexique, Alberto Gonzalez, a indiqué que la consommation au Mexique continuerait de croître alors que la campagne de vaccination contre le Covid-19 progressait, avec jusqu'à présent plus de 21,6 millions de personnes ayant reçu au moins une des deux doses nécessaires pour être immunisé. «La reprise a été très rapide dans le secteur des exportations, la forte reprise des Etats-Unis étant un stimulus important pour le Mexique», a indiqué cet expert.

Selon ses récentes perspectives économiques mondiales, l'Ocde projette une croissance économique de 5 % pour le Mexique en 2021 et de 3,2 % en 2022. De plus, M. Gonzalez a observé que les recettes fiscales du Mexique avaient démontré une «grande résilience» face à l'impact du Covid-19, grâce à la lutte du gouvernement fédéral contre la fraude fiscale. «Le grand défi à venir est celui de l'investissement – la mise en marche du moteur de l'investissement, qui était déjà faible avant la pandémie», a ajouté cet économiste.

R. E.

Monnaies

La livre sterling recule face au dollar après un sommet en trois ans

La livre britannique reculait face au dollar hier, après avoir atteint un sommet en trois ans, galvanisée par la perspective d'un durcissement de la politique monétaire du Royaume-Uni.

La livre cédait 0,14 % à 1,4191 dollar pour une livre. Plus tôt dans la matinée, la livre a atteint un sommet depuis avril 2018, à 1,4248 dollar pour une livre.

Alors que la reprise se profile des deux côtés de l'Atlantique,

les responsables de la Banque d'Angleterre (BoE) se montrent plus inquiets d'un possible emballement de l'inflation que leurs homologues américains de la Fed.

«Il y a un risque que la demande dépasse l'offre et qu'il y ait une inflation plus généralisée. C'est quelque chose dont nous nous protégeons, nous observons attentivement des indicateurs comme le marché immobilier», a commenté Dave Ramsden,

membre du Comité monétaire de la BoE. D'autres membres du Comité se sont montrés plus prudents ces derniers jours, alors que la Fed continue de se montrer déterminée à maintenir une politique monétaire souple pour éviter d'étouffer la reprise dans l'œuf. «La BoE se rapproche des banques centrales qui semblent prêtes à normaliser leurs politiques monétaires en remontant leurs taux, à un plus bas historique depuis le début de

la pandémie», commente Lee Hardman, analyste. Des taux plus élevés rendraient la livre plus attractive.

«Mais nous continuons de surveiller les risques posés par une potentielle reprise de la pandémie au Royaume-Uni», prévient M. Hardman. Le pays voit en effet les contaminations repartir à la hausse, notamment en raison de la propagation du variant d'abord identifié en Inde.

Nabila T.

Banque mondiale

La crise économique du Liban, parmi les 10 pires au monde

L'effondrement économique du Liban risque d'être classé parmi les pires crises financières du monde depuis le milieu du XIX^e siècle, indique la Banque mondiale (BM) dans un rapport publié hier. «La crise économique et financière est susceptible de se classer parmi les 10, voire les trois épisodes de crise les plus graves au niveau mondial depuis le milieu du XIX^e siècle», indique le rapport. Cette année, l'économie du Liban va se contracter de près de 10 % et il n'y a «aucun tournant clair en vue», selon le rapport.

Le Liban a fait défaut sur sa dette l'an passé, la monnaie a perdu environ 85 % de sa valeur et la pauvreté dévaste un pays naguère considéré comme un phare de la prospérité dans la région.

Intitulé «Le naufrage du Liban : Top 3 des pires crises

mondiales», le rapport indique que ces effondrements économiques brutaux sont généralement le résultat d'une guerre.

La dégringolade de l'économie libanaise au cours des 18 derniers mois est largement imputée à «la corruption et à la mauvaise gestion», a souligné le rapport, tout en mentionnant que «les réponses politiques des dirigeants libanais à ces défis ont été très insuffisantes».

«La classe dirigeante libanaise n'a pas su réagir à la pire situation d'urgence que le pays ait connue en une génération, aggravée par la pandémie de coronavirus et une explosion dévastatrice dans le port de Beyrouth en août dernier», a ajouté la BM.

«Sous réserve d'une incertitude extraordinairement élevée, le PIB réel devrait se contracter de 9,5 % supplémentaires en 2021», selon la Banque mondiale.

Selon l'institution monétaire, l'économie s'est contractée de 6,7 % en 2019 et de 20,3 % en 2020. «Plus de la moitié des Libanais vivent vraisemblablement en dessous du seuil de pauvreté national avec la majorité de la population active payée en livres libanaises souffrant de la

chute vertigineuse du pouvoir d'achat. Face à la hausse du taux de chômage, un nombre croissant de ménages a du mal à accéder aux services essentiels, notamment aux soins de santé», a fait observer également le même rapport.

R. A.

Inde

Le PIB en recul de 7,3 % en 2020/2021

L'activité économique de l'Inde a reculé de 7,3 % au cours de l'année budgétaire 2020/2021, selon des chiffres officiels.

Le PIB de la troisième économie asiatique a progressé de 1,6 % au premier trimestre 2021, après avoir reculé deux trimestres de suite dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

Un assouplissement des restrictions sanitaires à la fin de 2020 a permis un certain redressement de l'activité, mais cela n'a duré qu'un temps, avant une hausse des cas de Covid-19 en avril et mai. La seconde vague du Covid qui a tué 160 000 personnes en huit semaines et conduit à un confinement supplémentaire a vu 7,3 millions de per-

sonnes perdre leur emploi lors du seul mois d'avril, selon le Centre pour l'observation de l'économie indienne. Dans un rapport récent, les économistes de la banque Barclays ont chiffré le coût économique de la seconde vague d'épidémie de Covid-19 à 74 milliards de dollars, soit 2,4 % du PIB. En comparaison avec le recul du PIB observé l'année dernière, les chiffres prévus pour l'année budgétaire en cours semblent toutefois solides. La banque centrale indienne prévoit une croissance annuelle de 10,5 %. Le FMI table sur 12,5 %, ce qui serait le taux de croissance le plus élevé parmi les grandes économies mondiales.

Agences

Association «Bahia»

Appel à l'introduction de la maladie cœliaque dans la liste des maladies chroniques

■ La présidente de l'association «Bahia» des personnes atteintes de la maladie cœliaque d'Oran a appelé à l'introduction de cette pathologie dans la liste des maladies chroniques, ou du moins consacrer une allocation aux malades afin de les aider à acquérir des aliments sans gluten.

Par Amel B.

«**L**a nourriture sans gluten destinée à cette catégorie est très chère et une famille modeste avec deux ou trois malades ne peut pas se permettre de tels produits alimentaires quotidiennement», a souligné Samia Bakdar, en marge d'une cérémonie organisée par l'association au profit des enfants atteints de cette maladie à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, célébrée le 1^{er} juin de chaque année. La maladie cœliaque est une pathologie d'origine immunologique : chez certaines personnes, l'ingestion d'une protéine présente dans les farines (blé, orge, seigle) – le gluten – déclenche une réaction exagérée du système immunitaire, d'où une inflammation entraînant la destruction des villosités

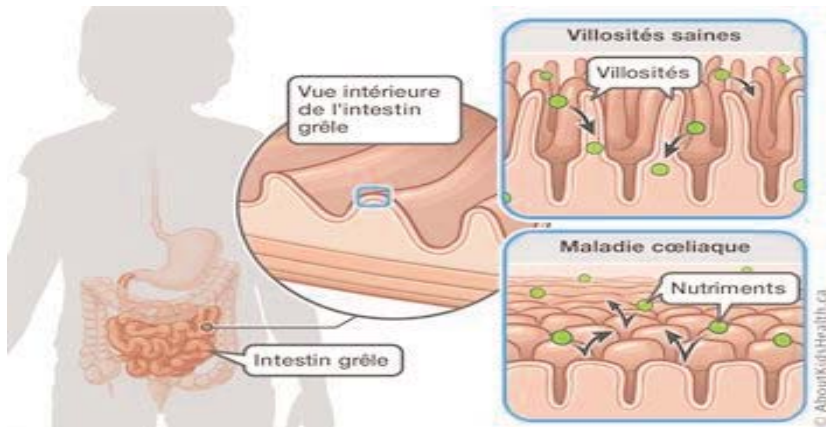
de la muqueuse, ce qui nécessite un régime spécial sans gluten. Aucun traitement n'est préconisé pour cette maladie.

Ne pas suivre un régime alimentaire peut provoquer un dysfonctionnement conduisant à un état critique, nécessitant des soins intensifs, selon M^{me} Bakdar.

Elle a affirmé qu'«une aide de l'Etat est nécessaire», plaidant pour l'introduction de cette pathologie dans la liste des maladies chroniques ou en consacrant une allocation aux malades.

Le prix d'un kilogramme de farine sans gluten, fabriqué à base de maïs importé, peut atteindre 1 000 DA, ce n'est à la portée de toutes les familles, a-t-elle fait savoir, expliquant que le prix d'un pain, le cas échéant, est de 150 dinars.

Pas moins de 4 000 patients atteints de cette maladie sont recensés à la clinique pédiatrique de Sidi El Bachir d'Oran. Ce nombre est «*loin de la réalité, compte tenu de l'absence de statistiques dans d'autres éta-*



blissements hospitaliers de la wilaya», a indiqué M^{me} Bakdar.

L'association Bahia, créée en février dernier, œuvre à assurer une prise en charge médicale et nutritionnelle à cette catégorie de malades.

Elle a signé des conventions avec des établissements hospitaliers publics et des cliniques privées d'Oran pour effectuer

des analyses et consultations médicales, et des démarches sont en cours pour fournir aux patients des produits nutritionnels spéciaux avec l'aide de bienfaiteurs.

En outre, un accompagnement psychologique des enfants atteints de cette maladie est assuré en collaboration avec des psychologues, pour les

aider à accepter leur maladie et leur faire prendre conscience de la nécessité d'adopter un régime alimentaire, en plus d'organiser des activités de loisirs à leur profit à différentes occasions.

Lors de cette cérémonie, des kits alimentaires spéciaux ont été remis aux enfants, de même que des cadeaux et jouets.

A. B.

Intoxication alimentaire à Mila Un an de prison avec sursis et 500 000 DA d'amende à l'encontre du propriétaire de la pâtisserie

Une peine d'une année de prison avec sursis, assortie d'une amende de 500 000 DA, a été prononcée lundi par le tribunal de première instance de Mila à l'encontre du propriétaire de la pâtisserie et confiserie à l'origine de l'intoxication alimentaire collective qui avait touché plus de 300 personnes, début du mois en cours.

L'accusé, le propriétaire d'une pâtisserie située au centre-ville de Mila en l'occurrence, a comparu devant le tribunal pour plusieurs motifs dont «atteinte à la santé d'autrui, vente de produits impropres à la consommation et non-respect des conditions d'hygiène».

L'intoxication alimentaire collective a touché, le 4 mai courant, plus de 300 personnes tous âges confondus, issues de plusieurs communes de la wilaya de Mila, après avoir consommé des gâteaux achetés dans cette pâtisserie qui a été aussitôt fermée.

Pour rappel, le résultat des analyses de laboratoire effectuées sur des échantillons prélevés par le service spécialisé de la sûreté de wilaya et transférés au laboratoire régional de la police scientifique de Constantine s'est avéré «positif». Le propriétaire de la pâtisserie a été présenté la semaine passée en comparution immédiate devant les instances judiciaires concernées qui avaient ordonné son placement sous mandat de dépôt.

F. H.

El Tarf

Plus de 11 000 opérations de sensibilisation contre le Covid-19 en 2020

Plus de 11 000 opérations de sensibilisation et de lutte contre la propagation du Covid-19 ont été réalisées en 2020 à El Tarf par les services de la sûreté de wilaya, a-t-on appris, lundi, auprès de ce corps de sécurité, lors d'une journée nationale consacrée au bilan de lutte contre cette pandémie et à la prévention contre les accidents de la circulation.

Près de 3 000 éléments relevant de la sûreté de wilaya, dont des médecins et des psychologues, ont été mobilisés dans le cadre des différentes campagnes menées au titre de la stratégie nationale mise en place par l'Etat pour endiguer la propagation du Covid-19, a précisé,

dans ce contexte, le chargé de communication de ce corps de sécurité, le lieutenant Oussama Abdelaziz.

«Lors de ces campagnes qui ont ciblé les 24 communes de la wilaya, un total de 29 644 infractions liées au non-respect des mesures de protection contre ce virus ont également été relevées durant la période de confinement sanitaire», a affirmé la même source, précisant que 7 436 infractions ont concerné le port de masques de protection. Aussi, 77 opérations de désinfection et de nettoyage de places publiques ont été également effectuées par l'unité républicaine 19 de maintien de l'ordre, relevant de la sûreté de wilaya

d'El Tarf, a ajouté la même source, qui a rappelé que durant ces sorties, les citoyens ont été incités à «observer scrupuleusement les consignes de protection pour éviter d'éventuelles contaminations».

Par ailleurs, une exposition de photos, matériels et équipements exploités par les services locaux de la Protection civile durant la période de confinement sanitaire ou d'accidents de la route survenus en 2020, a été organisée au niveau de la Maison de jeunes Ahmed Betchine.

Selon le chargé de communication de ce corps constitué, le lieutenant Seif Eddine Madaci, cette journée ouverte vise à

«informer les citoyens sur l'importance de prendre conscience des dangers qui les guettent au moindre relâchement et la nécessité d'observer les règles relatives au respect du protocole sanitaire pour préserver leur vie et celle des autres».

Cette journée a pour objectif également d'inciter les citoyens à «la culture routière en adoptant un comportement préventif sur la route pour éviter les drames, survenant dans la plupart des cas en raison du non-respect des règles de sécurité et de prévention». Des dépliants en rapport avec cette journée ont été distribués aux visiteurs, dont de nombreux enfants.

Farid Y.

Oran

Portes ouvertes sur le sport militaire

Le service régional des sports militaires de la deuxième Région militaire a organisé lundi, au niveau du Complexe sportif militaire régional à Oran, des portes ouvertes sur le sport militaire.

Le chef d'état-major de la 2^e Région militaire, le général Bouhama Nacir, qui a donné le coup d'envoi de la manifestation au nom du général major, chef de la deuxième Région militaire, a indiqué dans son allocution que l'évènement représente «une

occasion pour informer le public de la grande importance accordée par le Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) aux différentes disciplines sportives». Il a, en outre, mis en exergue les moyens humains et matériels fournis par l'institution militaire «afin d'assurer une formation de haut niveau aux athlètes appelés à représenter dignement l'Algérie aux événements sportifs nationaux et internationaux». Soulignant également que «cette manifestation

d'information consolide le lien entre l'ANP et la société civile», il a rappelé qu'il s'agit d'une tradition ancrée au sein de l'institution militaire à travers son inscription dans le programme annuel des activités sportives militaires approuvé par l'état-major de l'ANP. Les «Portes ouvertes» sur le sport militaire ont permis aux visiteurs d'assister à plusieurs exhibitions en karaté-do, judo, boxe, luttes associées, etc. Le public a également eu l'occasion de visiter une exposition de

photographies retraçant les différentes manifestations sportives militaires tenues dans la région, ainsi que les développements qu'ont connus les sports militaires, toutes disciplines confondues.

Des photos et affiches des installations sportives militaires ainsi que des moyens et équipements utilisés dans la formation et l'entraînement dans divers sports ont également été exposées.

R. S.

Exposition de l'artiste à Alger

Dalil Saci, des œuvres gorgées de lumière à découvrir

■ Des œuvres qui mêlent photographie, informatique et arts plastiques sont exposées depuis la fin du mois de mai et jusqu'au 17 juin courant à la galerie d'art Omar-Racim d'Alger. Il s'agit d'une exposition d'œuvres numériques signées Dalil Saci, «l'artiste de la lumière» comme préfèrent l'appeler ses amis et ses fans.



Par Adéla S.

Intitulée «Au-delà du visible», cette exposition prend le visiteur dans un voyage imaginaire où les couleurs peuvent avoir des sens différents et multiples. C'est une vingtaine d'œuvres pleines de lumière de vie, exprimant parfois l'angoisse et le désespoir. Toutes les interprétations sont possibles puisque même le noir qui exprime souvent l'incertitude et le mal

est porteur d'une lumière discrète et d'un trait d'espoir.

Les œuvres exposées ont été réalisées entre 2018 et 2021 et traitent plusieurs sujets dont le patrimoine, la liberté, la nature, les origines, l'identité et l'espoir. Dans «Palais Pacha I et II» ainsi que «Casbah lumière» et «Casbah», la beauté des lieux est très particulière. C'est comme si le visiteur était sur place dans un jour ensoleillé. La nature est aussi très récurrente dans les

œuvres exposées. C'est surtout cet arbre dont les racines sont profondes et qui se répète dans plusieurs œuvres qui attirent le visiteur. Cet arbre, qui peut avoir plusieurs interprétations, est entouré de grand nombre de couleurs qui sont toutes porteuses de lumière et de vie.

A propos des œuvres exposées, l'artiste a expliqué que c'est le résultat de recherches techniques et plastiques exclusives qui lui a permis de restituer

toutes les couleurs contenues dans la beauté de la lumière et qui sont particulières à chaque espace. Dalil Saci a précisé, dans ce sens, que cette technique est le fruit d'une «parfaite maîtrise d'un art nouveau appelé art digital, dont la grande originalité est basée sur le traitement numérique de l'image par l'outil informatique, en passant par l'utilisation de plusieurs logiciels spécialisés». Il s'agit, selon lui, d'une «petite révolution dans les

arts plastiques» puisqu'il a réussi à «déterminer un nombre de couleurs uniques».

L'artiste précise dans le même sillage d'idées qu'«en référence à ce que j'ai dit en 2006, lors d'une exposition de l'entreprise Sonatrach, c'est une petite révolution dans les arts plastiques et c'est très important parce que, jusqu'à présent, il n'y a personne pratiquement dans le monde qui fait ce travail. Je suis là et j'ai essayé de donner une autre image de l'Algérie».

Il est à noter que Dalil Saci est un plasticien, informaticien et auteur littéraire d'un beau livre intitulé «L'amour des mots», en hommage à Himoud Brahimi dit Momo. Il a même dirigé la galerie d'arts plastiques «Founoun» de 1988 à 2002. Dalil Saci compte dans sa carrière plusieurs participations à des expositions en Algérie et à l'étranger. Son exposition lors de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique» a été très appréciée par les étrangers. **A. S.**

Cinéma

«Abou Leïla» prochainement en sortie nationale

ABOU LEÏLA, long métrage de Amin Sidi Boumediene, suit les pas d'«Héliopolis» en étant projeté au niveau national d'ici quelques semaines.

C'est à la faveur du travail effectué par le Centre algérien de développement du cinéma (CADC) qu'un second film algérien ira à la rencontre de son public.

Nominé et récompensé dans de nombreux festivals, dont celui de Séville, «Abou Leïla» connaîtra sa première sortie nationale au mois de juin.

Tout comme pour «Héliopolis», de nombreuses cinémathèques et salles de cinéma devraient être mises à contribution. Parmi les villes qui profiteront de cette programmation, citons Alger, Oran, Batna ou encore Tlemcen.

Une avant-première sera également au programme, en présence d'une partie de l'équipe du film. Le programme détaillé des projections devrait être partagé par le CADC dans les prochains jours.

Le film revient sur des faits en Algérie où S. et Loffi, deux amis d'enfance, traversent le désert à la recherche d'Abou Leïla, un dangereux terroriste. La poursuite semble absurde, le Sahara étant épargné par la vague d'attentats. Mais S, dont la santé mentale est vacillante, est convaincu d'y trouver Abou Leïla. Loffi, lui, n'a qu'une idée en tête : éloigner S. de la capitale. Pourtant, c'est en s'enfonçant dans le désert qu'ils vont se confronter à leur propre violence. **R. C.**

En présence d'un grand nombre d'amis et collègues

L'écrivain et dramaturge Khaled Bouali inhumé à Batna

L'écrivain et dramaturge Khaled Bouali, décédé lundi à Batna à l'âge de 63 ans après une longue maladie, a été inhumé dans l'après-midi au cimetière de Bouzourane, en présence de ses proches, ses amis et ses élèves.

Des intellectuels, des professionnels du théâtre et une foule de citoyens ont également accompagné à sa dernière demeure le défunt, qui fut l'une des plus illustres figures de la culture dans la capitale des Aurès. Pour l'artiste Salim Souhali, le défunt était «un poète,

un écrivain et un dramaturge, s'exprimant aussi bien en arabe qu'en français. C'est une grande perte pour la scène littéraire et théâtrale locale et nationale».

L'artiste Farid Ferroudji a exprimé, de son côté, sa «profonde tristesse» suite à la disparition de cet écrivain sensible qui l'avait, a-t-il précisé, «initié aux bases du 4e art».

«Khaled Bouali a été mon enseignant de français au lycée Abbas-Laghrour au milieu des années 1980 et c'est avec lui que j'ai découvert le monde du théâtre», a ajouté M. Ferroudji,

poursuivant qu'avec le temps, il s'était lié d'une sincère amitié avec le défunt.

Outre son célèbre poème «Laki» (A toi) et son recueil de nouvelles en arabe «El Bab El Akher» (L'autre porte), le défunt a laissé plusieurs œuvres manuscrites en arabe et en français, a indiqué Lounès Guerbissa, journaliste et ami du défunt.

Né le 10 février 1957 dans la ville de Batna, Khaled Bouali a suivi des études universitaires en sciences de la Terre à Constantine, enseigné le théâtre et la littérature française à l'uni-

versité de Batna, enseigné également le français au palier secondaire et créé plusieurs associations artistiques et culturelles.

Le défunt a écrit plusieurs pièces, dont «Sans commentaires», mise en scène pour le Théâtre national algérien par Omar Maayouf en 2000 et «Jugurtha», produite par le théâtre régional de Batna en 2007 à l'occasion de la manifestation «Alger, capitale de la culture arabe» avec une mise en scène de la défunte Sonia. **M. K.**

Accusée d'antisémitisme pour son soutien aux Palestiniens

Dua Lipa riposte

La chanteuse a été prise à partie par une organisation juive dans une publicité publiée par le «New York Times». Le 22 mai dernier, les lecteurs du «New York Times» ont trouvé dans les pages du prestigieux quotidien une publicité mettant dos à dos Dua Lipa, Gigi et Bella Hadid pour leur soutien aux Palestiniens face à Israël. Dans cet encart acheté par l'organisation juive World Values Network, les trois personnalités sont tout

bonnement accusées d'antisémitisme et de «diaboliser le peuple juif» pour avoir accusé Israël de «nettoyage ethnique». Dua Lipa a rapidement réagi, rejetant fermement ces accusations dans un communiqué publié sur Twitter. «C'est le prix que vous payez pour défendre les droits des Palestiniens contre un gouvernement israélien dont l'action en Palestine est qualifiée de persécution et de discrimination aussi bien par Human Rights Watch

que par le groupe de défense des droits humains israélien B'Tselem», a écrit la chanteuse. «Je prends cette position parce que je crois que tout le monde – Juifs, Musulmans et Chrétiens – a le droit de vivre en paix en tant que citoyens égaux dans l'état qu'ils ont choisi. Le World Values Network utilise mon nom de manière éhontée pour faire avancer sa sale campagne avec des mensonges et des mésinterprétations flagrantes concernant qui je

suis et ce pour quoi je me bats. Je suis solidaire de toutes les personnes opprimées et je rejette toutes les formes de racisme», poursuit Dua Lipa. La chanteuse, qui est en couple avec Anwar Hadid, le frère des mannequins, n'est pas la seule artiste à avoir exprimé son soutien aux Palestiniens. Halsey, Rihanna ou encore Rage Against the Machine ont tous dénoncé le conflit israélo-palestinien sur leurs réseaux sociaux. **L. B.**



Birmanie

Elèves et enseignants boycottent la réouverture des écoles

■ Ne pas servir «les esclavagistes militaires» : des centaines de milliers d'élèves et d'enseignants birmans ont boycotté, hier, la réouverture des écoles pour protester contre la junte et sa répression sanglante.

Par Mourad M.

Depuis plus d'un an, l'école primaire où enseignait Shwe Nadi à Rangoun, la capitale économique, est restée fermée à cause de la pandémie de coronavirus.

Hier, quatre mois après le coup d'État qui a renversé le gouvernement d'Aung San Suu Kyi, l'établissement ouvre enfin ses portes.

Mais les classes sont vides et l'institutrice ne peut plus y travailler, licenciée pour avoir rejoint la vaste campagne de désobéissance civile lancée contre le nouveau régime militaire.

«Je n'ai pas peur d'être arrêtée ni de la torture», relève Shwe Nadi qui s'exprime sous un nom d'emprunt. Mais il était hors de

question d'«enseigner de la propagande aux élèves».

Comme elle, quelque 150 000 professeurs, soit près d'un tiers des effectifs, ont été suspendus par la junte, d'après des médias locaux.

Certains ont été arrêtés et inculpés en vertu d'une loi qui interdit d'encourager la mutinerie ou le manquement au devoir dans les forces armées.

Manifestations, mise en place de milices citoyennes contre la junte, recrudescence des violences entre militaires et factions ethniques : la Birmanie est en ébullition depuis le putsch du 1^{er} février qui a mis fin à une parenthèse démocratique de dix ans.

Le corps enseignant, en uniforme vert et blanc, a été un des premiers à défilé contre la junte.

Beaucoup de professeurs ont

aussi rejoint l'appel à la grève des cheminots, des médecins, des ingénieurs ou des ouvriers qui paralyse des secteurs entiers de l'économie.

Au moins, «mon âme reste pure», souligne une institutrice de l'État Mòn (Sud-Est), sous couvert d'anonymat.

Sans salaire depuis des mois, la jeune femme refuse de retourner enseigner, ulcérée par le bain de sang des forces de sécurité qui ont tué ces derniers mois au moins 840 civils, dont des adolescents et des enfants.

Les élèves participent aussi en nombre au boycott de l'école.

Fin mai, deux jours avant la clôture des inscriptions, 90 % d'entre eux n'étaient pas enregistrés dans un établissement, d'après le média «Myanmar Now», de nombreux parents craignant qu'ils soient endoctrinés.

Dans la ville de Sittwe (Ouest), Htay Htay San est l'une des rares mères de famille à avoir conduit ses enfants à l'école étroitement surveillée par des policiers armés.

Des manifestations ont eu lieu hier à travers le pays pour décourager les familles.

De nombreux messages ont aussi fleuri sur les façades des établissements. «Nous ne voulons pas des enseignants qui servent les esclavagistes militaires», «nous ne voulons pas des traîtres», pouvait-on lire sur le mur d'un lycée du centre de la Birmanie.



PH. > D. R.

Lundi, un instituteur qui avait refusé de rejoindre la campagne de désobéissance civile, a été tué par des assaillants inconnus, d'après le média indépendant «DVB».

Quant aux universités, un petit nombre a rouvert début mai. Mais les salles restent vides, alors que de nombreux étudiants sont en première ligne du mouvement de contestation.

Le gouvernement d'unité nationale, formé par des opposants au régime entrés dans la clandestinité, tente de trouver une parade. Il a annoncé début

mai travailler à la mise en place d'un système éducatif parallèle, mais peu d'annonces concrètes ont vu le jour pour le moment.

Face à cette crise, la junte souffle le chaud et le froid.

D'un côté, les médias officiels minimisent, assurant que la semaine d'inscription dans les écoles – qui a eu lieu fin mai – a été très plébiscitée.

De l'autre, le régime se montre menaçant : «Perturber l'ouverture des établissements est un acte qui s'apparente à la destruction du pays», a-t-il averti. M. M.



Commentaire

Surveillance

Par Fouzia Mahmoudi

En juin 2013, Edward Snowden, employé de la NSA devenu lanceur d'alerte, avait alors révélé l'existence d'un système de surveillance mondiale des communications et d'Internet visant notamment les Allemands et le téléphone portable de la chancelière en particulier. Angela Merkel, qui a trouvé en Barack Obama un formidable allié, avait alors exprimé sa colère et sa déception de voir ce pays ami recourir à de telles méthodes. La chancelière allemande rappelait d'ailleurs à Barack Obama, en visite officielle à Berlin cette même année, que la surveillance d'Internet doit avoir des limites, que le programme de surveillance PRISM ne s'applique qu'à la lutte contre le terrorisme et au trafic d'armes. Or aujourd'hui, la télévision danoise ouvre ces plaies en faisant des révélations fracassantes. De hauts responsables politiques européens, dont la chancelière allemande Angela Merkel, auraient été espionnés par le renseignement américain entre 2012 et 2014, avec le concours des services de renseignement danois. La chaîne de télévision Danmarks Radio (DR) a indiqué que la National Security Agency (NSA) américaine s'était branchée sur des câbles de télécommunication danois pour espionner des responsables de premier plan et de hauts fonctionnaires en Allemagne, en Suède, en Norvège et en France. Pour ce faire, la NSA a bénéficié d'une collaboration en matière de surveillance avec les services de renseignement militaires danois (FE). La ministre danoise de la Défense, Trine Bramsen, qui a été nommée en juin 2019, a été informée de cette affaire en août 2020, selon DR. Le ministère danois de la Défense, interrogé par l'Agence France-Presse, n'a pas réagi, mais Trine Bramsen a déclaré à DR que «l'espionnage systématique par des alliés est inacceptable». Il n'est pas établi que le Danemark savait que les États-Unis utilisaient son système de surveillance pour espionner ses voisins. Angela Merkel, le ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque, Frank-Walter Steinmeier, et le chef de l'opposition d'alors, Peer Steinbrück, figurent parmi les personnes que la NSA a espionnées, selon DR. La NSA a pu accéder aux SMS, aux appels téléphoniques et au trafic Internet, y compris les recherches, les chats et les services de messagerie, selon DR. L'espionnage de la NSA a été signalé dans un rapport interne de FE portant le nom de code «Operation Dunhammer» et présenté à la direction de FE en mai 2015, selon DR. DR a déclaré que ces informations avaient été confirmées par neuf sources qui avaient eu accès à des informations classifiées de FE, et a précisé que leurs révélations ont été confirmées indépendamment par plusieurs autres sources. Cette affaire d'espionnage, si elle est confirmée, s'est produite pendant et après l'affaire Snowden, en 2013. Évidemment, ces révélations concernent de vieux événements mais il n'en reste pas moins qu'elles démontrent bien que les alliances affichées en public ne sont que politiques et que Washington se considère comme étant seul contre tous, allant jusqu'à espionner ses plus proches alliés. Ainsi, les promesses faites après les révélations de 2013 et les excuses de la Maison-Blanche à Merkel n'ont été que de la poudre aux yeux, cette dernière continuant au moins jusqu'en 2014 à être espionnée par les Américains. F. M.

Syrie

Près de 500 000 morts recensés en une décennie de guerre, selon une ONG

Une décennie de guerre en Syrie a fait près d'un demi-million de morts, a annoncé hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), un nouveau bilan incluant plus de 100 000 victimes dont le décès vient d'être confirmé par l'ONG.

Le conflit a été déclenché en 2011 avec la répression de manifestations pro-démocratie par Damas et a impliqué de multiples acteurs régionaux et grandes puissances, jetant sur les routes de l'exil des millions de personnes.

L'intensité des combats a diminué dès 2020, principalement en raison d'un cessez-le-feu dans le nord-ouest de la Syrie dont bénéficie Idleb, le dernier grand bastion jacobite et rebelle, et de la pandémie de nouveau coronavirus contre laquelle se sont concentrés les efforts.

L'OSDH, une ONG basée en Grande-Bretagne qui dispose d'un vaste réseau de sources militaires et médicales à travers la Syrie, a fait état hier de

494 438 morts depuis le début de la guerre.

Le décompte précédent de l'Observatoire, publié en mars, s'élevait à plus de 388 000 morts.

L'OSDH a depuis pu vérifier des informations sur la mort de 105 015 autres personnes.

Le directeur de l'Observatoire, Rami Abdel Rahmane, a précisé à l'AFP que près de la moitié de ces victimes étaient des civils (42 103), tués pour la plupart sous la torture dans les geôles du régime.

«L'écrasante majorité de ces décès s'étale entre fin 2012 et fin 2015», a-t-il ajouté.

Au total, depuis le déclenchement du conflit, 159 774 civils ont péri, dont plus de 25 000 enfants âgés de moins de 18 ans, selon l'Observatoire. L'ONG précise que les attaques du régime syrien et de milices alliées sont responsables de la majorité de ces morts.

Plus de 168 000 combattants prorégime, dont plus de

la moitié de soldats syriens, ont été tués. Parmi les non-Syriens alliés de Damas, 1 707 combattants du mouvement chiite libanais Hezbollah ont péri, d'après l'OSDH.

Le conflit a également fait 79 844 morts parmi les rebelles, y compris les islamistes, et tué 68 393 jihadistes, principalement du groupe État islamique (EI) et de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), l'extrême-branchée syrienne d'Al-Qaïda.

L'OSDH a aussi documenté 57 567 décès dans les prisons gouvernementales et autres centres de détention du régime.

L'Observatoire précise néanmoins que son bilan n'inclut pas plus de 47 000 détenus qui seraient morts sous la torture dans les prisons du régime, mais dont le décès n'a pas pu être confirmé.

Après avoir enchaîné les victoires à partir de 2015 grâce au soutien de la Russie et de l'Iran, le pouvoir de Damas contrôle près des deux-tiers du territoire.



Racisme contre le joueur Boubacar Soumana Des clubs de Ligue 1 expriment leur indignation

Des clubs de la Ligue 1 algérienne de football ont exprimé lundi leur indignation contre les propos racistes dont a été victime l'attaquant nigérien du NC Magra, Haïnikoye Soumana Boubacar, dimanche soir lors du match en déplacement face à la JS Saoura (1-0), dans le cadre de la 24^e journée du championnat. «La Jeunesse sportive de Kabylie s'indigne et s'insurge contre toute forme de racisme», a écrit la JSK sur sa page officielle Facebook, une phrase accompagnée d'un hashtag en anglais «SayNotToRacism» et une affiche d'une poignée de mains de couleurs différentes. Le CR Belouizdad, qui a prêté Soumana pour une saison au NCM, a dénoncé «un dérapage étrange à la société algérienne». «Le match JSS-NCM a été tristement marqué par des propos racistes proférés contre le joueur nigérien Haïnikoye Soumana Boubacar. La direction du CRB condamne avec fermeté ce dérapage étrange à la société algérienne. Le club tient à apporter sa solidarité à Soumana et l'ensemble des joueurs étrangers évoluant en championnat algérien sans exception», a indiqué le Chabab dans un communiqué.

La JSS se défend et rejette toute accusation

De son côté, Haïnikoye Soumana Boubacar a réagi, non sans se montrer «fier d'être noir» : «A tous ces supporters qui s'en sont pris à moi pour ma couleur de peau lors du match de ce soir contre

la JS Saoura, je leur dit merci d'être une motivation supplémentaire pour moi, eh oui je suis noir et j'en suis fier. Depuis que je suis dans ce beau pays, c'est la première fois que je vis des propos racistes. Pourtant du CRB à NCM, j'ai fait tous les stades, j'ai rencontré de belles personnes. Merci pour l'amour et le soutien à chaque fois.»

Le président de la Fédération algérienne (FAF), Amara Charaf-Eddine, a également condamné «énergiquement» les actes de racisme «abjectes» dont a fait l'objet le joueur Boubacar Haïnikoye Soumana. «Ancien premier dirigeant du CRB et actuel président de la FAF, je suis profondément indigné par ce nouveau fait raciste, survenu dans l'un de nos stades, et je le condamne de manière claire et avec une extrême vigueur», a-t-il indiqué dans un communiqué publié lundi, juste après l'ouverture de la réunion mensuelle statutaire du Bureau fédéral.

Charaf-Eddine Amara, tout en condamnant une nouvelle fois ces graves dépassements, a appelé «les pouvoirs publics à appliquer, avec la célérité et la rigueur nécessaires, les dispositions de cette loi relatives à toutes les manifestations de racisme et de haine dans les stades».

Judo

Khier Abdelkader attend une prothèse

Khier Abdelkader est un judoka de Ksar Chelala, dans la wilaya de Tiaret, dont le handicap ne l'a pas empêché de continuer son rêve et de s'adonner à sa passion préférée, à savoir le judo. Khier a débuté ce sport de combat en 1995 et a grimpé les échelons avant de décrocher la ceinture noire en 2004. Malheureusement, l'enfant de Ksar Chelala subira un coup du sort avec un accident qui a changé le cours de sa vie en 2005 à Oran. Transféré à l'hôpital, le judoka a été amputé de sa jambe après une erreur médicale et est devenu invalide à 100 %. Malgré cela, Khier a continué à entraîner dans sa modeste salle à Ksar Chelala, réussissant à former d'ambitieux athlètes qui aspirent maintenant à décrocher des titres nationaux et internationaux. Même s'il est comblé par



la réussite de ces disciples, Khier souhaite obtenir une aide pour une prothèse dont le coût reste très élevé. On apprend, à ce sujet, que des judokas établis en France sont prêts à l'accueillir pour une prise en charge totale. Ils appellent seulement les autorités compétentes à lui délivrer un visa pour qu'il puisse rejoindre l'Hexagone.

M. M.

Match amical L'EN A' affrontera le Burundi le 16 juin à Oran

■ La sélection algérienne des joueurs locaux affrontera son homologue du Burundi le mercredi 16 juin 2021 (à 20h45) au nouveau stade Olympique d'Oran, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF).

Par Mahfoud M.

Le stage, sous la conduite du sélectionneur national Madjid Bougherra, débutera le samedi 13 juin au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, avec les tests PCR pour les joueurs et les membres des différents staffs, puis une première séance d'entraînement en fin d'après-midi, a précisé l'instance sur son site officiel. Le départ pour la ville d'Oran est prévu le mardi 15 juin dans la matinée, avec la programmation d'une séance d'entraînement à 18h30 sur la pelouse du nouveau stade de la ville d'El Bahia. La liste des joueurs qui seront convoqués par Bougherra sera publiée ultérieurement. Le nouveau stade d'Oran, d'une capacité de 40 000 places, est doté d'une excellente pelouse en gazon naturel. Il fait partie d'un grand complexe sportif olympique composé, entre autres, d'un stade d'athlétisme de 4 200 places, une salle omnisports de 6 200 places et un



Bougherra débute les choses sérieuses en préparation de la Coupe arabe

centre nautique de trois piscines. Pour rappel, ce premier regroupement des joueurs locaux s'inscrit dans le cadre de la préparation de la sélection nationale en prévision de la Coupe arabe des

Zerguini, nouveau président de la Commission médicale fédérale de la FAF

LE D^r YACINE ZERGUINI a été désigné à la tête de la Commission médicale fédérale de la Fédération algérienne de football (FAF), en remplacement de Djamel-Eddine Damerджи. La décision a été prise lors de la réunion du Bureau fédéral. Le président de la FAF, Amara Charaf-Eddine, «a saisi cette occasion pour adresser ses remerciements les plus sincères au D^r Djamel-Eddine Damerджи qui demeure toujours médecin fédéral de la FAF, pour tous les efforts qu'il consent pour la bonne gestion de cette structure». Pour rappel, le D^r Yacine Zerguini (67 ans), spécialisé dans la traumatologie du sport, est membre de la Commission médicale de la Fédération internationale (Fifa) et ancien membre de la même commission à la Confédération africaine (CAF).

Nations de la FIFA Qatar 2021 qui aura lieu du 30 novembre au 18 décembre prochains. L'Algérie évoluera dans le groupe D avec l'Egypte et le vainqueur des matchs Liban-Djibouti et Libye-Soudan. Le tournoi sera disputé en deux étapes, avec une compétition préliminaire qui concernera quatorze équipes les moins bien classées sous la forme de sept matchs simples à éliminatoire direct, puis une compétition finale se déroulant sous forme d'une phase de groupes, suivie de quarts de finale, demi-finales et finale. Toutefois, ce stage et match de la sélection ne fait pas l'unanimité chez les clubs qui affirment que cela risque de chambouler encore la programmation et retarder donc la fin du championnat dans les temps, surtout qu'il reste encore 14 journées à disputer.

M. M.

Equipe nationale

Mahrez et M'bolhi n'ont pas encore rejoint les Verts

L'équipe nationale d'Algérie de football a entamé lundi son stage au Centre technique national de Sidi Moussa, en l'absence de son capitaine Riyad Mahrez et du gardien de but Raïs M'bolhi, en vue des trois matchs amicaux, prévus en juin face à la Mauritanie, le Mali et la Tunisie. 28 joueurs sont présents au CTN de Sidi Moussa, à l'occasion de la séance d'entraînement effectuée ce lundi en fin d'après-midi, sous la conduite du sélectionneur national Djamel Belmadi, précise la même source. Mahrez, qui a disputé samedi la finale de la Ligue des champions d'Europe, perdue contre Chelsea (0-1) à Porto, a bénéficié de quelques jours de repos après une saison intense avec

son club Manchester City. En revanche, Raïs M'bolhi, sociétaire d'Al-Ittifaq (Arabie saoudite), était attendu hier ou aujourd'hui à Alger. Djamel Belmadi a dévoilé samedi une liste de 30 joueurs pour ces trois matchs de préparation, en présence pour la première fois du gardien de but de l'Olympique Médéa (Ligue 1/Algérie) Abderrahmane Medjadel, seul joueur local qui figure sur cette liste. En revanche, le milieu de terrain de l'AC Milan (Serie A/Italie), Ismaël Bennacer, a été ménagé, ayant subi une intervention au niveau du pied à l'issue du championnat d'Italie. Les champions d'Afrique entameront leur série de matchs amicaux jeudi 3 juin face à la Mauritanie à Blida (20h45), avant de défier le Mali dimanche 6 juin,

au même stade et à la même heure. Les coéquipiers du revenant Andy Delort (Montpellier/France) affronteront pour leur dernier test la Tunisie, le vendredi 11 juin au stade Hamadi-Agrebi de Radès (Tunis). Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre de la préparation des Verts en prévision du 2^e tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar-2022, dont le coup d'envoi a été reporté de juin à septembre prochain, en raison de la pandémie de Covid-19. Lors des deux premières journées du 2^e tour éliminatoires, les Algériens, versés dans le groupe A, accueilleront Djibouti avant de se déplacer à Ouagadougou pour croiser le fer avec le Burkina Faso. Le Niger est l'autre pensionnaire de cette poule.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Reprise des vols internationaux

Air Algérie : le «pack confinement» réduit à 33 000 DA

LA COMPAGNIE aérienne nationale Air Algérie a annoncé, hier dans un communiqué, que le montant «Pack confinement» prévu pour les Algériens de retour au pays, dès hier, est réduit à 33 000 DA par passager, tandis que les étudiants et les personnes âgées à faible revenu sont dispensés de ces frais. «En application des nouvelles directives des autorités algériennes, le montant du pack confinement est réduit à 33 000 DA par passager», a indiqué Air Algérie dans une publication sur ses comptes officiels sur les réseaux sociaux. La Compagnie a également expliqué que «les demandes de dispense de paiement des frais de confinement en faveur des étudiants et des personnes âgées à faible revenu doivent être accompagnées des pièces justificatives et adressées aux représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger», précisant «qu'elle (Air Algérie) contactera toutes les personnes dont la dispense a été accordée par les services compétents». A rappeler que les frais de confinement étaient initialement fixés à 41 000 DA (TTC) pour les Algériens de retour au pays, à la faveur de la décision du gouver-

nement relative à l'ouverture partielle de l'espace aérien sur l'International à partir du 1^{er} juin. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ensuite ordonné de baisser les frais d'hébergement relatif à l'isolement de 20 % pour les Algériens de retour au pays, et de dispenser les étudiants et les personnes âgées à faible revenu de ces frais. Le «Pack confinement», payable au moment de l'achat ou de la confirmation du billet d'avion couvre les frais de transport vers le lieu du confinement, l'hébergement de 5 nuitées en pension complète, ainsi que le test Covid prévu à la fin du confinement, avait expliqué Air Algérie, notant que l'exonération des frais de confinement est entendue dans la limite de deux enfants de moins de 12 ans par famille. La reprise des vols d'Air Algérie s'effectue à partir d'aujourd'hui avec un vol Constantine-Tunis-Constantine tous les vendredis, Alger-Istanbul-Alger (tous les dimanches), Alger-Paris (ORLY)-Alger (tous les mardis et jeudis), Alger-Marseille-Oran (tous les samedis) et Alger-Barcelone-Alger (tous les mercredis).

Fatah B.

Tébessa/Ouenza

Près de 80 personnes victimes d'intoxication alimentaire

PRES de 80 personnes ont été victimes d'une intoxication alimentaire dans la commune de Ouenza (70 km au nord de Tébessa), après avoir consommé des sandwiches, a-t-on appris hier auprès du directeur de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de cette collectivité, Nabil Filali. Environ 80 personnes ont afflué, dans la nuit de lundi à mardi, vers cette infrastructure sanitaire, présentant les symptômes d'une intoxication alimentaire, a précisé ce responsable à l'APS, notamment des nausées, des douleurs abdominales, des vomissements et de la diarrhée.

Les victimes ont reçu les premiers soins nécessaires, a indiqué la même source, relevant que la plupart des personnes atteintes ont déjà quitté cet établissement de santé et regagné leurs domiciles respectifs, tandis que certains d'entre eux sont encore sous surveillance médicale. Une enquête épidémiologique a été ouverte pour déterminer les causes réelles de cette intoxication alimentaire collective et identifier les responsables, et ce, en coordination avec les services de la sûreté de daïra de Ouenza, a conclu la même source.

Y. H.

Paiement des dettes des micro-entreprises en difficulté

Anade : 210 dossiers supplémentaires validés

L'AGENCE nationale d'appui au développement de l'entrepreneuriat «Anade» (ex-Ansej) a validé 210 dossiers supplémentaires pour le paiement des dettes des micro-entreprises en difficulté, soit plus de 29 milliards de centimes, sur 500 dossiers examinés, a indiqué, hier, un communiqué du ministère délégué chargé des Petites et moyennes entreprises. Selon la même source, une septième séance de travail de la commission de garantie s'est tenue au siège de l'Anade, en présence des représentants du Fonds de

caution mutuelle de garantie risques et de l'Anade. Lors de cette réunion, 500 dossiers soumis par des représentants de banques ont été examinés et 210 ont été validés pour le paiement des dettes des micro-entreprises concernées avec plus de 29 milliards de centimes, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des nouveaux axes stratégiques tracés pour la relance du dispositif de l'Anade et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté, en assurant le remboursement de leurs dettes ou en relançant leurs activités.

L. O.

Célébration de la journée de l'enfance



Djalou@hotmail.com

Conférence de presse du sélectionneur national Djamel Belmadi

«Je ne suis pas là pour offrir des cadeaux...»

■ Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a tenu, hier, à la salle des conférences du Centre de préparation des équipes nationales à Sidi Moussa, une conférence de presse, à l'entame d'un stage qui sera ponctué par trois matchs amicaux respectivement face à la Mauritanie, le Mali et la Tunisie.

Par Mahfoud M.

Le coach des Verts parlera, d'emblée, du report des éliminatoires du Mondial, regrettant le fait que cela puisse entamer leur forme physique.

«Je ne sais pas si le report des qualifications pour la CDM 2022 est une bonne chose, mais nous avons des joueurs en mauvaise forme, à qui il manque du temps de jeu. Je ne sais pas lire l'avenir, mais je sais que les matches à venir comptent pour le classement FIFA», a souligné Belmadi.

Pour ce qui est des matchs amicaux que la sélection disputera, il dira qu'ils serviront à faire progresser l'équipe et améliorer les automatismes, surtout qu'il compte incorporer de nouveaux joueurs. Le driver de l'EN a estimé que le match amical face à la Mauritanie permettra au groupe d'enchaîner et de donner du temps de jeu aux joueurs, expliquant qu'il s'agit d'une bonne équipe qui est en perpétuelle progression. Pour ce qui est du choix de la Tunisie comme sparing-partner, il dira qu'il a été fait à dessein pour améliorer le classement-FIFA et intégrer le top 5. Il a estimé, néanmoins, que la rencontre face aux «Aigles de Carthage» ne sera pas facile à jouer, car il s'agit d'une équipe difficile à manœuvrer. Quant au Mali, le troisième adversaire des Verts lors de ces matchs amicaux, le coach national a estimé qu'il s'agit d'une grosse équipe, avec plus de 30 joueurs en Europe. Par ailleurs, Belmadi a tenu à défendre certains élé-

ments de l'EN qui étaient critiqués ces derniers temps, à l'image de Atal, indiquant que c'est un joueur de haut niveau et qu'il mettait beaucoup d'envie. Il a aussi abordé le cas de Mahrez qui, a-t-il dit, «n'a pas à porter la défaite des siens en Ligue des champions», lui renouvelant sa confiance, eu égard au gros mental dont il dispose, se disant triste pour lui.

Pour le poste de gardien but et avec l'arrivée d'un jeune, à savoir le portier de l'O Médéa, Medjadel, il affirmera qu'il ne ramène pas un jeune pour rater la «qualif» ensuite. «Je ne prépare pas forcément le futur, je suis là pour gagner. Si je perds, il n'y a plus de futur», a-t-il indiqué. Questionné sur le sempiternel sujet des binationaux, Belmadi dira : «Je n'ai pas envie de rentrer sur ce sujet des binationaux qui jouent pour l'équipe de France, aujourd'hui ils jouent en EDF et je ne veux pas savoir s'ils veulent jouer avec nous ou venir en septembre, je ne veux parler que des joueurs algériens». Il relèvera ne pas vouloir réfléchir à des joueurs qui sont avec un autre pays en disant qu'ils pourront peut-être rejoindre l'EN, trouvant que cela n'a aucun sens. Pour ce qui est de quelques joueurs qui se sont illustrés en championnat local, à l'image du meneur du CRB, Sayoud, ou de l'attaquant de la JSS, Messadoui, il sera franc, avouant qu'il ne s'agit pas d'empêcher les joueurs en sélection. «Sayoud sera en concurrence avec Boulaya, alors que ce dernier est à sa troisième

convocation», a-t-il dit, tout en ajoutant : «Pour le joueur de la Saoura, il prendra la place de Delort, Slimani, Bounedjah?».

«Je ne fais pas de test pour le fait, pas de cadeau non plus. Il faut savoir saisir une opportunité, comme l'ont fait Benlamri ou Bounedjah. Je n'aime pas essayer juste pour le plaisir d'essayer, alors que nous avons déjà trop de joueurs à un poste», a affirmé le premier responsable du staff technique de l'EN. Pour Guedioura que certains ont voulu enterrer, le coach national affirme qu'il peut être bon lors d'un match comme il peut être mauvais dans un autre et qu'il ne fallait donc pas le tuer. Pour ce qui est du choix du stade Tchaker de Blida au lieu d'Oran, il dira qu'il souhaite jouer les matchs de qualification dans ce stade avant de penser à aller ailleurs pour donner de la joie à d'autres supporters dans d'autres villes. Parlant de la difficile période que l'EN a traversée avec l'étape poste-élections de la FAF, il soulignera : «Mes joueurs ont été pollués par la transition entre deux présidents de la FAF. Certains journalistes devraient se taire. Ils créent une non-affaire et j'aurais eu à y répondre pendant le ramadhan ? Ça ne m'intéresse absolument pas». Et d'ajouter : «Des candidats à la candidature se sont permis de m'appeler. Ils disent venir avec des gens importants et de haut lieu. Je n'aime pas ce langage-là. Ils veulent être élus en te rencontrant sous la table, mais que veulent-ils de moi?».

M. M.